

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INVIVO

Port Fluvial- 3 rue
BP 13
59211 Santes

Références : -
Code AIOT : 0007001951

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement INVIVO implanté Port Fluvial- 3° rue BP 13 59211 Santes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 19/01/2026, la société INVIVO a informé l'inspection de l'environnement d'un incident survenu le 16/01/2026 sur son site de Santes.

Le présent rapport établit les premiers constats de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INVIVO
- Port Fluvial- 3° rue BP 13 59211 Santes

- Code AIOT : 0007001951
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IN VIVO exploite des installations de stockage de céréales, au niveau de la zone portuaire de Santes. Ces installations se composent de 4 silos différents :

- 2 silos verticaux (S1 : 23 600 tonnes - 31 467 m3 et S2 : 20 000 tonnes - 26 667 m3) ;
- 2 silos plats (P1 : 23 000 tonnes - 30 667 m3 et M1 : 7 800 tonnes - 10 400 m3).

Le site est situé à l'est du centre-ville de Santes, sur la zone portuaire de la commune faisant partie d'une ZAC. L'accès général se fait par route et par voie navigable.

L'activité est autorisée par arrêté préfectoral du 28/08/1986 modifié par les arrêtés du 03/07/1998, du 15/11/2002 et 19/06/2008 pour l'exploitation des silos de stockage de céréales de 99 200 m3.

La révision de l'étude de dangers a donné lieu à la prise de prescriptions spécifiques en terme de prévention et de protection par arrêté préfectoral du 19/06/2008.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	VIEILLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	INCIDENTS - ACCIDENTS	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incident, l'exploitant a pris des dispositions pour mettre en sécurité les installations. L'Inspection estime nécessaire d'encadrer la mise en sécurité des installations ainsi que les conditions de redémarrage et exploitation des silos par arrêté préfectoral de mesures d'urgence pris en application de l'article L. 512-20 et dont un projet est annexé au présent rapport. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois à l'inspection de l'environnement une procédure de contrôle du vieillissement des structures des silos.

En ce qui concerne les constats de désordres établis par la société Coop de France lors du contrôle visuel de 2015, l'exploitant transmettra à l'Inspection sous deux mois les justificatifs des actions réalisées pour répondre aux observations formulées.

Enfin, la réalisation d'inspections de niveau 2 et 3 selon les recommandations du guide Coop de France de 2013 est demandée à l'exploitant sous 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : INCIDENTS - ACCIDENTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident/accident
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
Constats : <p>L'exploitant a informé l'inspection le 19/01/2026 vers 16h30 d'un incident survenu sur le site le 16/01/2026. Cet incident a également été notifié par téléprocédure le 22/01/2026.</p> <p>Déroulement de l'incident selon l'exploitant :</p> <p>Le 16 janvier 2026 à 8h15, une fuite de grains de blé à l'extérieur du silo S1 a été détectée. La fuite a concerné la cellule identifiée S1 04 du silo d'une capacité de 900 tonnes. Le grain s'est accumulé sur la toiture de protection des fosses de déchargement du silo qui, par voie de conséquence, s'est effondrée partiellement sous la contrainte de charge. Le grain a également pénétré au rez de chaussé de la tour de manutention et a rempli la cave de cette dernière.</p> <p>Le personnel présent en salle de commande des silos a pu évacuer la zone avant l'effondrement partiel de la toiture de protection des fosses.</p> <p>Les services d'incendie et de secours ont été alertés.</p> <p>L'incident a pris fin à 11h00.</p> <p>L'exploitant estime que la fuite est située au 2/3 de la paroi de la cellule.</p> <p>Conséquences :</p> <p>L'incident n'a pas eu de conséquences humaines ou environnementales. Néanmoins, la salle de commandes des silos demeure inaccessible dans des conditions de sécurité pour le personnel,</p>

celle-ci étant située sous la toiture partiellement effondrée.

Mise en sécurité:

Les silos verticaux S1 et S2 ont été mis à l'arrêt et les alimentations en énergies coupées.

Un périmètre de sécurité a été établi par l'exploitant autour de la zone, l'accès des véhicules poids-lourds au niveau des silos S1 et S2 est interdit. L'accès des véhicules poids-lourds aux autres installations (silos plats) a été réorienté par une entrée secondaire située voie portuaire 4ème rue. L'exploitant a fait intervenir une société spécialisée en structures et génie civil (société BET TAYLOR) le 20 janvier 2026 afin de s'assurer de l'absence de risque d'effondrement de la cellule S1 04. L'exploitant précise que la société BET TAYLOR a indiqué oralement l'absence de risque d'effondrement et attend le compte-rendu.

L'exploitant précise que la structure de la toiture effondrée devrait être démantelée lors de la dernière semaine de janvier. La cave de la tour de manutention puis le silo seront ensuite vidangés.

Premières investigations:

Les premières investigations de l'exploitant montrent que la fuite serait située au 2/3 de la hauteur de la cellule du silo et au niveau d'un joint de dilatation entre la cellule et la tour de manutention.

Constats et avis de l'inspection:

L'accès en sécurité à la salle de commande étant impossible, l'exploitant ne dispose plus des informations de températures des stockage de céréales. Bien que la période soit peu favorable aux élévations de températures, le suivi des températures des stockages de céréales demeure important car il permet de s'assurer de l'absence de fermentation. Les données étant existante mais l'accès à la salle des commandes étant inaccessible, l'exploitant étudie la possibilité de récupérer les données sur le réseau. **En cas d'impossibilité, des mesures compensatoires à titre préventif devront être mises en œuvre (ventilation par exemple).**

L'Inspection prend note que l'exploitant a fait réaliser un diagnostic de la cellule S1 04 par une société spécialisée en structures et génie civil du bâtiment afin de s'assurer de l'absence de risque d'effondrement. Les conclusions de ce diagnostic devront être transmises à l'Inspection de l'environnement.

Au regard des conclusions de cette étude et après mises en œuvre des mesures adaptées de sécurisation des accès (dépose de la couverture des fosses de réception, absence de risque d'effondrement de la cellule S1 04), l'exploitant pourra procéder à la vidange à faible débit de la cellule S1 04.

En ce qui concerne le redémarrage de l'activité des silos, un diagnostic de l'ensemble du silo S1 par une société spécialisée en structures et génie civil du bâtiment sera indispensable afin de statuer sur la possible exploitation en sécurité des autres cellules du silo durant la phase d'attente de réfection de la cellule S1 04. Les conclusions de ce diagnostic devront être transmises à l'inspection de l'environnement avant redémarrage des activités.

Enfin, en application de l'article R512-69 du Code de l'Environnement, un rapport d'incident (comprenant l'identification des causes profondes) est demandé à l'exploitant.

La mise en sécurité des installations ainsi que les conditions de redémarrage et exploitation des silos sont encadrées par arrêté préfectoral de mesures d'urgence dont un projet est annexé au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : VIEILLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2008, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles visuels du vieillissement des structures
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an par l'exploitant.</p>
Constats : <p>L'inspection a demandé à l'exploitant les contrôles réalisés sur le vieillissement des structures. L'exploitant précise qu'il n'existe pas de procédure encadrant ces contrôles visuels mais que ceux-ci sont réalisés durant l'exploitation quotidienne du silo et qu'ils ne sont pas tracés. L'exploitant a également remis à l'inspection un rapport de contrôle externe réalisé par une société tierce (Coop de France) en 2015. L'exploitant précise que suite à ce contrôle, des travaux de réfection ont été engagés au regard des constats effectués. L'inspection demande à l'exploitant de formaliser les contrôles de vieillissement des structures des silos (qui, quand, comment...). La mise en œuvre de ces contrôles pourra suivre les recommandations du guide «Inspection et maintenance des installations de stockage de céréales» Edition 2013 version 1 rédigé par Coop de France (inspections de niveau 1, 2, 3).</p> <p>Le rapport d'inspection visuelle de 2015 réalisé par Coop de France mentionne la dégradation de câbles de pré-contrainte sur les cellules 1 et 2 du silo S2, dont la rupture de trois câbles sur la cellule 2. Ces désordres sont caractérisés comme:</p> <ul style="list-style-type: none">- pouvant évoluer et dégrader le reste de la structure en ce qui concerne la cellule 1,- pouvant impacter la stabilité structurelle de l'ouvrage en ce qui concerne la cellule 2 et nécessitant une intervention rapide. <p>Le rapport d'inspection visuelle de la société Coop de France mentionne qu'en l'absence de remplacement des câbles de pré-contrainte et vérification de la structure et capacité portante sur les cellules 1 et 2 du silo S2, il convient de limiter la hauteur de remplissage de ces cellules pour utilisation de la cellule en dehors de tout renforcement.</p> <p>L'Inspection a constaté le 22 janvier 2026 que trois câbles de pré-contrainte de la cellule 2 du silo S2 sont rompus.</p> <p>Aussi, en l'absence de remplacement des câbles de pré-contrainte et vérification de la structure et capacité portante sur les cellules 1 et 2 du silo S2, l'Inspection demande à l'exploitant de limiter la hauteur de remplissage de ces cellules pour une utilisation de chaque cellule en dehors de la zone de renforcement par câbles de pré-contrainte.</p> <p>De plus, l'Inspection estime nécessaire que l'exploitant fasse réaliser sous 6 mois, par une société spécialisée en structures et génie civil du bâtiment, une inspection de niveau 2 et 3 des silos S1 et S2 conformément au guide «Inspection et maintenance des installations de stockage de céréales» Edition 2013 version 1 rédigé par Coop de France. Les comptes-rendus de ces visites seront</p>

transmis à l'Inspection de l'environnement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet sous deux mois à l'inspection de l'environnement une procédure de contrôle du vieillissement des structures des silos.</p> <p>En ce qui concerne les constats de désordres établis par la société Coop de France lors du contrôle visuel de 2015, l'exploitant transmet à l'inspection sous deux mois les justificatifs des actions réalisées pour répondre aux observations formulées.</p> <p>Enfin, la réalisation des inspections de niveau 2 et 3 selon les recommandations du guide Coop de France de 2013 est demandée à l'exploitant sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois